

# PROJET DE LOI PORTANT STATUT GÉNÉRAL DES PERSONNELS MILITAIRES

## «Trop générique», selon les députés de l'opposition

**Les députés de l'opposition ont unanimement ou presque mis le doigt sur le caractère «générique» du texte, ce qui, craignent-ils, «élargit grandement la mauvaise interprétation à des fins de «réduire au silence les voix discordantes».**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Ayant suscité de vives polémiques à son adoption lors du dernier conseil des ministres, de par notamment l'obligation de réserve en «tout lieu» et en «toute circonstance», notamment après cessation définitive d'activité, qu'il stipule, le projet de loi complétant l'ordonnance n° 06-02 du 28 février 2006, portant statut général des personnels militaires a été, hier mardi, en discussion en plénière à l'APN.

Sauf que contrairement aux prévi-

sions, ils n'étaient pas nombreux, les députés qui avaient daigné se présenter à l'hémicycle parlementaire, tout juste une cinquantaine, soit presque le nombre des interventions prévues, 51 exactement.

Et de ces députés, une dizaine, à peine, s'inscrivaient en opposition de l'unanimité des députés du duo FLN-RND, qui dans leur symphonie traditionnelle, appuient ledit projet de loi, sans trop se peiner à avancer un quelconque argument. Sauf à «louer

les mérites des éléments de notre glorieuse ANP, digne héritière de notre tout aussi glorieuse ALN». Surtout que la conjoncture s'y prête vraiment avec les réussites successives que nos vaillants militaires dans la traque des poches terroristes encore en activité ne cessent d'enregistrer, dont la toute dernière en date, les lourdes pertes infligées à l'hydre terroriste intégriste du côté de Médéa.

Et dans cet «élan», un de ces députés de l'allégeance, Lyes Saâdi du FLN, a carrément proposé «d'élargir» cette mesure de réserve aux «corps de sécurité relevant du ministère de l'Intérieur».

Un avis que ne partagent point les députés de l'opposition qui, dans une autre communion, relèvent le caractère

«générique» du texte. Ce qui ouvre la porte, comme le souligne Naâmane Laouar du MSP, à toute «mauvaise interprétation et à des abus allant dans le sens de réduire davantage les libertés individuelles», faisant remarquer que les militaires sont «avant tout des citoyens». Son camarade de Nahda, Youcef Khebaba, décèle dans cette généralisation la «main» de la «base arrière du pouvoir». Des généralités qu'il étaye par les motifs du texte selon lesquels «les militaires, admis directement à la vie civile, doivent s'abstenir de tout acte, tout propos ou tout comportement susceptible de nuire à la considération des institutions de l'Etat et des autorités publiques».

Ce projet de loi astreint, dans son article 24, le militaire à «l'obligation de

réserve en tout lieu et en toute circonstance», s'interdisant de tout acte ou comportement de nature à compromettre l'honneur ou la dignité de sa qualité ou à porter atteinte à l'autorité et à l'image de marque de l'institution militaire». Et tout manquement à ce devoir de nature à «porter atteinte à l'honneur et au respect dû aux institutions de l'Etat» verra son auteur se faire retirer la médaille d'honneur et encourt des poursuites judiciaires à l'initiative des autorités publiques, auprès des juridictions compétentes conformément aux dispositions légales en vigueur et de la rétrogradation dans le grade», «sans effet, cependant, sur les droits versés aux intéressés au titre de la retraite».

**M. K.**

### CÉLÉBRATION DE L'ANNIVERSAIRE DU GROUPE DES «22»

## Le rôle joué par Lyès Derriche de nouveau évoqué

**Le débat autour de la participation de Lyès Derriche au sein du groupe des 22 ayant déclenché la guerre de Libération nationale est toujours d'actualité. Hier, à la veille de sa disparition, l'association Mechaâl Echahid a organisé une rencontre-débat autour de laquelle, les participants étaient tous unanimes à dire que «feu Lyès Derriche faisait partie du groupe des 22».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Ma rencontre qui s'est tenue au siège du journal *El Moudjahid* a vu la participation de quelques historiens mais aussi des anciens maquisards de la guerre de Libération nationale. Ainsi, pour l'historien Mohamed Lahcène Raghidi, «Lyès

Derriche est un militant de la première heure de la guerre de Libération et un frère de combat du chahid Didouche Mourad. Aujourd'hui, de la reconnaissance de sa participation à la réunion du groupe à l'origine du déclenchement de la guerre de Libération nationale, je plaide et je

lance un appel aux hautes autorités de l'Etat pour que sa maison soit consacrée comme le musée d'une partie de l'histoire de notre guerre de Libération».

Les nombreux témoignages ont donc, levé le voile pour une énième fois, sur la «composante du groupe», dont la polémique avait été enclenchée au lendemain du témoignage fait par feu Mohamed Mechatî sur cet événement révolutionnaire. En effet, Mohamed Mechatî avait déclaré dans une déclaration faite à la Radio nationale en «corrigeant une erreur historique.

«Lors de la réunion à Clos-Salembier, nous n'étions pas 22 mais 21», a-t-il confié. Cette erreur s'est répercutée après les écrits de Yves Courrière qui a mentionné le nom de Hadj Ben Alla. Ce dernier est «certes un grand militant, mais il n'a pas assisté à la fameuse réunion», a-t-il précisé. «Les gens pensent que nous avons écarté le propriétaire de la maison ayant abrité cette réunion, en l'occurrence Lyès Derriche, mais ce n'est pas le cas», a encore précisé le membre fondateur de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH). «Il faut savoir qu'il a fait preuve d'un grand courage. Lyès Derriche et sa famille auraient pu avoir des retombées plus néfastes si la police avait su qu'une réunion se tenait chez eux», a souligné Mohamed Mechatî. Et d'ajouter : «Cependant, Lyès Derriche faisait partie d'une autre cellule, celle de la logistique, et n'a pas assisté à la fameuse réunion.»

Ce sont les événements du 8 Mai 1945 qui ont motivé cet ancien militant du mouvement national pour prendre les armes contre le colonisateur. Il n'en demeure pas moins que la rencontre d'hier a de nouveau relancé le débat sur la question. Selon des témoignages, les «22» ou les «21» avaient prit des décisions stratégiques dont la mise en place d'un découpage territorial du pays en cinq zones coiffées par Mostefa Ben Boulaid pour la zone 1, Didouche Mourad pour la 2, Krim Belkacem pour la 3, Rabah Bitat pour la 4 — celle de l'Algérois — et Larbi Ben M'hidi pour la 5. Mohamed Boudiaf assurait quant à lui la coordination et les relations avec l'extérieur.

**A. B.**

### DIABÈTE

## À l'origine de 80% des amputations des membres inférieurs

**Les complications du diabète font l'objet de la campagne de sensibilisation de la Cnas pour ce mois-ci, particulièrement marqué par une forte consommation de produits excessivement gras et sucrés. D'ailleurs, le pied diabétique est l'une de ces complications les plus redoutées autant par les patients que par les médecins traitants.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - En plus des 23 000 salariés de la Cnas activant pour le succès de cette campagne, le directeur général de la caisse, Hassan Tidjani Haddam, a déclaré hier lors d'une journée de sensibilisation, la participation de quelque 3 000 médecins, 10 000 pharmacies conventionnées et un collectif associatif engagé dans la prévention et la lutte contre le diabète. En remerciant l'ensemble de ses collaborateurs, H. Haddam a insisté sur «l'approche citoyenne que développe la Cnas actuellement, en assurant un travail de proximité et de communication, en plus des prestations ordinaires, pour la refonte

d'un service public de qualité». Le dispositif de prise en charge complète des diabétiques, à besoins spécifiques ou à mobilité réduite entre autres, est aujourd'hui disponible sur tout le territoire national afin de leur limiter les longs déplacements. Il va de soi pour l'appareillage propre aux diabétiques et pour lequel la Cnas a créé le Sigap (système intégré de gestion de l'appareillage) permettant l'automatisation et l'allègement des dossiers à fournir par les patients.

#### Prévenir le pied diabétique

Djalal Fatah, directeur général de l'Onaaph (Office national d'appareillage et accessoires pour per-

sonnes handicapées), partenaire de la Cnas, a annoncé des chiffres alarmants en matière d'amputation. Sur les cinq dernières années, parmi les 4 845 nouveaux cas enregistrés annuellement, 900 à 950 subissent une amputation dont 80% de ces cas sont liés au diabète.

En effet, le pied diabétique est une complication qui peut vite tourner au drame. Que ce soit sur le plan personnel, familial ou socio-professionnel, une amputation est toujours très dure à vivre psychologiquement puis physiquement également puisqu'elle réduit les capacités de mobilité de l'individu.

Toutefois, il y a lieu de savoir que la mise à l'écart de ce type de complications est relativement simple si l'on cesse de négliger les effets du diabète. A rappeler qu'en plus d'être chronique, il s'agit là d'une pathologie mortelle, un détail que l'on oublie souvent. Elle est la cause de 6 à 40% de la mortalité dans les pays en voie de développement. Autre chose que l'on omet tout autant est la place de la pré-

vention. Le professeur Nora Soumeïya Fedala a, tout de même, précisé qu'un dépistage précoce du pied diabétique peut éviter 50% des amputations. Et ce, grâce à «la prévention antibiothérapique et à la consultation podologique qui s'applique malheureusement, peu en Algérie malgré son efficacité».

Par ailleurs, si le diabétique détecte une quelconque déformation ou une sécheresse particulière des pieds, il est conseillé de consulter son médecin traitant en urgence afin d'éviter d'autres complications. Mais la prévention en amont de ces effets commence par «le port de chaussures et semelles orthopédiques adaptées». Elles sont faites sur mesure à moins de 5 000 DA à l'Onaaph et totalement prises en charge par la Sécurité sociale, nous a-t-on confirmé.

#### Le diabète et le jeûne

Le jeûne peut vite aggraver lourdement le déséquilibre glycémique chez les diabétiques vulnérables en engendrant des hypoglycémies ou des déshydratations importantes, a prévenu le professeur. La rupture du jeûne est susceptible d'être encore plus fatale pour eux puisqu'il provoque systématiquement une hypertension et une forte hyperglycémie allant jusqu'au coma. Ces risques sont plus pesants s'agissant du diabète de type 2 constituant «une pathologie cardiométabolique» donc, naturellement, complexe. Avec l'augmentation des cas de diabète, la prévention commence par revoir tout mode alimentaire excessivement riche en gras et sucres ainsi que les facteurs de précarité en épousant un mode de vie plus sain et des habitudes alimentaires plus équilibrées.

**N. B.**

### CAS DE PALUDISME ENREGISTRÉ À ADRAR

## Le ministère de la Santé met en cause «une souche importée»

Le paludisme ayant affecté 3 personnes dans la wilaya d'Adrar, dont 1 a succombé, est une espèce de *Plasmodium Falciparum*, «qui n'existe pas en Algérie», a indiqué mardi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

«Suite à l'apparition de trois cas de paludisme dont un décès chez une même famille dans la commune de Bouda (wilaya d'Adrar), les investigations entreprises montrent qu'il s'agit de cas de paludisme à *Plasmodium Falciparum*, qui n'existe pas en Algérie», a précisé le ministère dans un communiqué.

«Aucun nouveau cas n'a été enregistré et les investigations ont montré l'absence d'un gîte du vecteur de la maladie, l'anophèle femelle», souligne la même source, ajoutant que les autorités sanitaires locales «ont mis en œuvre le dispositif prévu à cet égard, à savoir le renforcement de la surveillance épidémiologique, le dépistage passif, la recherche de nouveaux cas et la prospection entomologique».

La personne décédée samedi était âgée de 13 ans et avait été admise à l'hôpital d'Adrar vendredi, rappelle la même source.

**APS**

### SITUATION SÉCURITAIRE

## Un terroriste recherché arrêté à El Oued

Un terroriste recherché a été arrêté lundi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à El Oued, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a arrêté, le 20 juin 2016, un terroriste recherché à El Oued (4° région militaire)», précise la même source.

«Dans la même wilaya et dans le cadre de la lutte contre le crime organisé, un détachement combiné a appréhendé 4 narcotrafiquants recherchés et saisi un véhicule touristique et un autre utilitaire, tandis que des éléments des Gardes-frontières de Maghnia, wilaya de Tlemcen (2° région militaire), ont saisi une quantité de 98 kilogrammes de kif traité», ajoute le MDN.

«A Tamanrasset et In Guezzam (6° région militaire), des détachements de l'ANP et des éléments de la gendarmerie ont saisi, lors de différentes opérations, 2 camions et 2 véhicules tout-terrain chargés de 82,2 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande», conclut le communiqué.

**APS**